



FEDERATION CGT DE LA SANTE ET DE L'ACTION SOCIALE

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le pacte de responsabilité ou le pacte de (de)confiance : l'imposture sociale !

Après les vœux de Monsieur le Président de la République, nous ne pouvons que craindre les annonces qu'ils feraient lors de sa conférence de presse.

Celle-ci ne fait que confirmer le virage vers une politique libérale.

Les annonces faites ne sont que cadeaux au patronat, une politique menée au service des entreprises. C'est plus de 55 milliards d'euros renvoyés aux entreprises sans contrepartie réelle sans compter les nombreuses exonérations déjà concédées.

En proposant de réduire les normes qui fixent les exigences de la société vis-à-vis des entreprises il porte aussi un profond coup à la démocratie.

En annonçant formellement la fin du financement de la politique familiale par les entreprises, il met l'avenir de la branche famille en jeu.

Ce désengagement par un transfert des cotisations famille sur de nouvelles coupes des dépenses publiques et sociales et ceci aura forcément une répercussion sur les ménages ! Dans notre secteur sanitaire et social, nous sommes bien placés pour savoir comment ces réductions se traduisent dans nos établissements.

De fait, c'est l'impôt qui majoritairement paiera ce cadeau aux entreprises, c'est-à-dire nous les contribuables ! Amenant à terme une nouvelle baisse de notre pouvoir d'achat. Bref, on demande aux ménages de payer à la place des entreprises.

La fédération Santé Action Sociale CGT dénonce formellement cette politique libérale et s'oppose à ce nouveau désengagement des entreprises de la solidarité nationale.

Plus que jamais l'intervention des salariés, notamment le 6 février prochain sera nécessaire pour défendre nos revendications et matière d'emploi, de salaires et de protection sociale.

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil
Cedex
327

Tél : 01.55.82.87.88

Fax : 01 55 82 87 74

E-Mail :
com@sante.cgt.fr

Fait à Montreuil, le 16 Janvier 2014